



Déclaration préalable FSU Oise · vendredi 26 mars 2021



Les effets de la politique dite néo-libérale, avec ses techniques managériales, que le gouvernement poursuit toujours, sur une ligne fixée depuis plusieurs décennies, se font ressentir de plus en plus clairement et cruellement dans nos métiers de l'Enseignement Public.

Cette politique se présente sous les faux jours de la nouveauté et de l'inéluctable, alors qu'elle n'est que la machine high-tech d'une même vieille idéologie remontant au XIXe siècle : l'exploitation de toutes les ressources, dont les ressources humaines, avec la plus grande liberté et assurance données aux profiteurs financiers, aux acteurs d'une marchandisation généralisée, afin de rendre « les ressources » (c'est-à-dire les personnels, mais aussi les familles et leurs enfants), facilement manipulables.

Cette logique se traduit par la précarisation, nous le savons. Dans l'Éducation Nationale, cela se traduit par la précarisation des postes, des conditions de travail, des apprentissages...

La crise sanitaire met d'ailleurs en évidence les objectifs d'un gouvernement dont la mission, on le voit bien, n'est pas d'améliorer le sort d'un maximum possible de citoyens, n'est pas de servir l'égalité, la liberté, la fraternité ; nos ministres ne sont là pour ça.

Ils sont chargés de la confiscation, de la liquidation des Services Publics d'État, or l'État, c'est les citoyens. Ce qui veut dire aussi la réduction des responsabilités des politiques face aux besoins de cohésion et d'avenir des citoyens. Ce qui bien entendu passe par le travail de sape contre la représentation syndicale.

Nous n'allons pas refaire le monde dans un CTSD, bien entendu. Mais il serait en tous les cas peu scrupuleux de ne pas garder toutes et tous à l'esprit les raisons politiques pour lesquelles nous en arrivons là : à une dévaluation du travail, notamment par le gel des salaires, à la fragilisation des statuts, à une ruine des moyens d'enseignement qui arrivent à l'os. Les suppressions de postes (1887 dans les collèges et lycées de notre pays, deux fois plus qu'en 2020) sont bien sûr étroitement liées à l'amaigrissement des DHG.

Rien ne nous semble justifier que les effectifs de classes soient estimés acceptables à 30 élèves, que des classes soient de plus en plus souvent partagées, que des émiettements de services altèrent durablement la qualité du suivi pédagogique, tout cela même à l'encontre de toutes les connaissances parfaitement établies que nous avons des impératifs concrets et sociologiques des apprentissages.

Et si le Secondaire doit faire des sacrifices pour payer des augmentations de moyens dans le Primaire, on peut objecter que, d'une part, cette augmentation de moyens n'est pas aussi haute qu'on le prétend, et que, d'autre part, on ne crée pas de progrès en dégradant les chances des uns pour soi-disant améliorer celles des autres. Le progrès c'est pour l'ensemble des élèves, ou bien, ce n'est pas un progrès.

Pour finir, la FSU de l'Oise apporte tout son soutien aux agent·es de nos écoles et de nos établissements agressé·es et malmené·es. Elle demande à l'administration d'assurer un soutien inconditionnel aux personnel·les. Les tensions sociales ne s'arrêtent pas à l'entrée de

l'école. La précarité, le chômage, la maladie, la violence d'un système injuste touche les parents de nos élèves, leur famille, leurs amis et donc nos élèves. Nous observons, à notre niveau, une dégradation de la situation que nous ne pouvons pas quantifier mais qualifier. Un regard, une remarque, un ton, une expression, une posture, voire des menaces ou des insultes. Nous ne découvrons pas ces agressions verbales ou physiques aujourd'hui. Il y a trois ans déjà nous vous alertions sur le fait qu'un tiers des collègues du premier degré qui avaient rempli l'enquête du CHSCT-D sur les risques psychosociaux déclaraient avoir subi une agression durant les trois dernières années.

Nous demandons à ce qu'il y ait une expression des autorités académiques auprès de l'ensemble de la profession et que vous nous indiquiez ce que vous allez mettre en œuvre pour que plus jamais de tels actes ne se reproduisent.